

# Le libertaire

ORGANE HEBDOMADAIRE DE L'UNION ANARCHISTE

ADMINISTRATION-RÉDACTION : 29, RUE PIAT — PARIS (20<sup>e</sup>) (Métro : Pyrénées)

14 JUILLET

## Un vrai coup de Jarnac

Impossible — et d'ailleurs inutile — de chiffrer l'énorme masse de manifestants qui a submergé Paris depuis la République jusqu'à la Nation.

Plus intéressant est d'essayer de saisir les traits les plus caractéristiques du défilé, les réactions des participants, l'état d'esprit de la foule. Les contradictions sont nombreuses.

Une joie générale, une sensation de force, un grand espoir dans tous les coeurs — plutôt une faveur populaire qu'une manifestation habituelle. — La pitié nationaliste semble dure à passer, les *Marseillaises* et les drapeaux tricolores assez rares, les cris antifascistes et les chants révolutionnaires restent vigoureux. Les prolos ne retiennent que le côté subversif des mots d'ordre des organisations ouvrières gouvernementales.

Les élections passées ont donné aux travailleurs la conscience de leur nombre, les grèves — celle de leur puissance. — Non ! Ces centaines de milliers d'ouvriers, les nouveaux arrivés surtout, n'étaient pas venus pour accuser la Réconciliation française, l'Union sacrée, la République bourgeois. Si nous avons raison, et tous les jours nous voyons notre opinion confirmée par les faits, de douter, de nous méfier du Front Populaire, nous devons avoir confiance dans la classe ouvrière. Confuse, floue, mal définie, la volonté révolutionnaire perçait néanmoins.

Un groupe qui était ivre de joie, dansant, courant, était celui des travailleurs Syriens et Nord-Africains.

Fils de paysans misérables écrasés de toutes les façons, opprimés de toutes les manières, pour la première fois, applaudis par les spectateurs, noyés dans leurs frères de classe, ils sentaient renairesser en eux l'espérance d'être libres, de vivre sur pied d'égalité avec les autres hommes, de quitter leur position de sous-prolétaires.

« L'Afrique avec vous », « Amnistie pour les emprisonnés », « Égalité des droits », ces mots d'ordre résumaient leurs aspirations que jusqu'ici les ministres populaires laissaient assez froidement tomber, cédant au chantage des radicaux, des gros intérêts coloniaux des fascistes nord-africains, et de Monsieur Albert Lebrun qui a menacé de donner sa démission si l'ordre n'était pas maintenu aux colonies.

Contrastant avec le cortège de Mi-Carême, des J. C., les Jeunesse Socialistes ont sauvé quelque peu l'esprit révolutionnaire du cortège.

Il n'y a qu'eux qui ont réclamé l'abrogation de la loi des 2 Ans, acclamé la lutte révolutionnaire contre le capitalisme, dénoncé l'Union Sacrée — la jeunesse révolutionnaire n'est pas morte. — Peut-être, les événements aidant et si notre propagande s'en charge, les jeunes comprendront-ils un jour que pour appliquer leurs mots d'ordre il faudra rompre avec la discipline qui les lie à Salengro et aux théoriciens de paix sociale.

Un fort groupe syndical montre que la C.G.T. a grossi énormément.

Des syndicats comme celui des employés qui groupait péniblement quelques dizaines de participants aux rassemblements précédents, voyaient cette fois leur drapeau suivi de milliers d'adhérents. Le trône syndical était parsemé de groupes de travailleurs en grève : 27<sup>e</sup>, 31<sup>e</sup>, 39<sup>e</sup> jour de grève pouvant-on lire sur des pancartes. Exemple frappant de l'intransigence patronale et des lits de salive qu'il faudra postilloner pour arriver à faire comprendre à ces grévistes que l'union de la nation française doit primer sur les intérêts « partisans ».

L'application des 40 heures reste la revendication la plus urgente, exigée par presque toutes les corporations.

Et la banderole du syndicat des métals de Rueil répondait — peut-être involontairement mais très justement — : « Vive la grève sur le tas qui nous a donné la victoire ».

Frachon n'a pas que des admirateurs, il ferait bien de republier ses explications dans l'Huma — avec un dessin.

Notre rôle de minorité est dur à remplir, il est toujours ingrat d'enlever des illusions aux enthousiasmes.

Mais l'action militante a de ces nécessités. 1936 a vu la révolution ouvrière française débuter, rapidement ressaisie, la bourgeoisie utilise tous les moyens pour se sauver ; peut-être la guerre viendra-t-elle endiguer momentanément le flux révolutionnaire, peut-être la désillusion protégera-t-elle au fascisme — peut-être.

Mais il y a une certitude : la classe ouvrière veut vivre et le capitalisme n'est plus en mesure de lui procurer ce qui est indispensable à la vie.

L'avenir est à nous.

TREP.

LIRE EN 2<sup>e</sup> PAGE :

Anniversaire de Bakounine,  
par Séchaud.

Voir et parler net, par Maurice Laisant.

3<sup>e</sup> PAGE

Allons, enfants de la Patrie, par Lashortes.

Les informations d'Espagne.

naires et les petits ploutocrates comme Mercier par exemple.

Mais à force de ne vouloir effrayer personne, on rassure surtout la bourgeoisie capitaliste.

Il faut voir la joie des journalistes les plus clairvoyants de la grande presse pour comprendre à quel point cette politique « d'apaisement » risque d'être avant peu dangereuse pour la classe ouvrière. Un Marcel Lucain, fasciste notable, se réjouit dans *Paris-Midi* que l'évolution de la politique du Front populaire « ramène le peuple dans les voies de la discipline et de la patrie. »

Cependant qu'orienté tout entier vers les marques nationalistes, vers les déféts militaro-populaires, ce peuple si bien remis, comme Marcel Lucain, dans les voies de la discipline et de la patrie, se laisse ligotter par ceux-là mêmes qui s'affirment ses défenseurs, le patronat, lui, se prépare à la riposte.

Nous tenons de source sûre que dans un grand journal du soir, des portes blindées ont été installées à des points, disons stratégiques, de l'établissement. Est-ce pour permettre que le cas échéant les ouvriers puissent plus commodément occuper les ateliers ? Il est permis d'en douter. Il est permis surtout de croire que devant une offensive de lock-out patronal, les ouvriers seront singulièrement désarmés, quand la désillusion inévitable les aura fait douter d'eux-mêmes.

Déjà, la grève des ouvriers agricoles, annoncée cependant à grand fracas, semble bien malade. La campagne d'affolement de la presse bourgeoise étais le désolant tableau des campagnes françaises en proie aux « désordres et à l'anarchie », n'a pas eu la riposte attendue.

Et ce sont ces gens-là que les Machiavels à la manœuvre du Front populaire espèrent apaiser par leurs atermoiements et leurs apaisements.

Alors qu'il est fallu, au contraire, affirmer avec force l'excellence des méthodes de lutte nouvelles des ouvriers, les chefs syndicaux eux-mêmes maintenant les désavouent. Croit-on que c'est de cette manière que, même sur le plan politique, le Front populaire pourra tenir ? On

Camarades, envoyez votre soutien au « Libertaire » ; il est nécessaire.

Adresssez les fonds à M. Faucier, 29, rue Piat, Paris (20<sup>e</sup>), chèque postal : 596-03 Paris.

Sur le vu de ce titre au sens hermétique, nombreux seront les lecteurs qui vont se demander quel rapprochement on peut bien établir entre le fondateur de la monarchie française et le plus verbeux des propagandistes staliniens.

Qu'on nous excuse, mais nous ne sommes pour rien dans ce rapprochement. C'est tout simplement l'inénarrable Vaillant-Couturier qui nous l'a suggéré. Eh oui, depuis qu'il a versé dans le nationalisme intégral, le maître de Villejuif a comme ça de ces trouvailles historiques qui sont plutôt dans une musette. Une musette de soldat bien entendu.

Répondant à l'écrivain nationaliste et monarchiste Gabriel Boissy, il a rappelé l'autre jour que l'assimilation que faisait certains du rôle du parti communiste à celui des Capétiens était fort juste.

Le vaillant Couturier ne nous fait grâce aucun des clichés que les Barrès et autres Droulède répandaient dans la jeunesse d'avant-guerre — celle de 1914.

Il est certain que notre Couturier vaillant aspire désormais au même rôle, car cet article mériterait de figurer en entier dans une anthologie nationaliste, entre les *Chants du soldat* et *Colette Baudoché*. Il nous ramène en attendant aux pires élucubrations des royal-chauvins de la bonne époque — celle du casse-pipe.

Tout d'abord, Vaillant-Droulède commence par la traditionnelle poignée de mains fraternelle aux *Croix de Feu*, *Volontaires nationaux* et fascistes.

— Nous les communistes, voulons diviser la France ? vous n'y pensez pas, monsieur Boissy. Les communistes ne veulent non plus s'annexer personne. Ils veulent simplement, dit Couturier-Barrès, « unir — avec, bien entendu, la certitude que nous avons raison — ceux que d'autres veulent diviser ».

« Nous sommes des gens, continue notre Vaillant-Couturier, solidement encadrés à la terre de France ». Les noms de nos militants de tête ont les saines et fortes saveurs de nos terroirs. (Ça en douce, c'est gentil pour Rappoport, et aussi pour les « frères socialistes », Blum, Rosenfeld et autres Zyromski).

Ils ne crient pas encore : « A bas les mérites ! » mais, soyons sans impatience, ça viendra.

« Nous prenons la suite de l'histoire », explique modestement Vaillant-Couturier, « car notre discipline et notre amour de l'ordre répondent dans ce pays si facilement à parfois si dangereusement individualiste à ce dont il a le plus besoin pour trouver son équilibre : la mesure. »

Et puis voici le couplet sur la défense des valeurs morales et culturelles : « Notre Partie, par son intelligence des situations et de la complexité des problèmes, par son attachement aux valeurs morales et aux valeurs culturelles, par le dévouement joyeux et l'intégrité inattaquable de ses militants, par son bon sens, sa générosité, son exaltation du travail, son goût de la netteté et de la clarté, est nécessairement UN MOMENT DE LA FRANCE ÉTERNELLE ». Ran ! plan ! plan !

Le parti communiste... un moment de la France éternelle !

Nous sommes un peu loin évidemment de l'époque où le parti communiste n'aspire qu'à être un parti internationaliste, dénonçait les rapines impérialistes des Etats prédateurs des traités, tels la France, et vilipendaient chaque jour l'esprit petit-bourgeois du Français moyen.

Quelles invectives n'eussent pas entendues alors ceux qui se furent avisés de parler comme le fait Vaillant-Couturier de « la continuité de la France ! » ou de sa « mission civilisatrice », car bien entendu il ne manque pas plus le morceau jauniissant sur le rôle historique de la France dans le monde.

Pendant ce temps, Hitler de son côté entraîne le peuple allemand au nom de la défense de la civilisation occidentale.

Aujourd'hui ces messieurs les staliniens en sont à affirmer sur un ton héroïque « que la France ne peut pas mourir ».

Parbleu, on le sait bien que la France ne peut pas mourir !

Mais ce qui peut fort bien mourir, par exemple, ce sont, par millions, les Français que ce froid défile nationaliste prépare pour le prochain massacre. Car toutes ces stupidités, toutes ces lieux communs meurtriers n'ont en fait pas d'autre but.

On dira que, depuis le temps où le parti communiste préparait le défaitisme révolutionnaire, l'antimilitarisme, il y a eu quelque chose de changé ! Qu'il y a eu Hitler, le nazisme, etc. C'est vrai. Mais au fond ce changement ne fait que nous ramener à une situation identique à celle d'avant 1914. Comme alors, les blocs d'Etats rivaux se sont reconstruits prêts à fondre les uns sur les autres.

Pour ajouter à la similitude, il ne manque même plus le « matériel » idéologique nécessaire et ce sont, ici, les nationaux-comunistes qui le fournissent !

LOUIS ANDER.

## JACQUES DORIOT

Durant une dizaine d'années, Jacques Doriot, fut l'enfant gâté et le grand espoir du Parti Communiste de France.

Moscou le comblait de sa confiance et de ses faveurs. Au parlement, chaque fois que, sur une question à laquelle le Parti Communiste attachait quelque importance, il y avait lieu de préciser la position du Parti, c'est Jacques Doriot qui était chargé de donner lecture de la déclaration rédigée par son groupe parlementaire et approuvée par le bureau politique du Parti.

Jamais il ne prenait la parole à l'occasion d'un meeting, sans que son discours ne fut précédé et suivi d'une vibrante « Internationale ». (Dans ce temps-là, qui se fut permis de fredonner « la Marseillaise » !) Il fut sorti de l'état qu'on devine.

Les Souvarine, les Capitaine Treint, se succédaient : Doriot, lui, semblait inamovible. Il était le chef le plus écouté et le plus passivement obéi.

Tous ceux dont l'enfance a été bercée et s'est endormie en écoutant le récit merveilleux des prodiges accomplis par ces êtres fantastiques qu'on appelle les fées doivent se souvenir de ce conte qui se flotte d'être éminemment éducatif et moralisateur.

Je le résume : une pauvre vieille femme en haillons, pieds nus, affamée, rencontre une jeune femme magnifique d'élegance et de beauté. La pauvresse sollicite une aumône. Sans même daigner s'arrêter, la jeune femme, noble et riche, passe méprisante. Et voici que, subitement, elle apparaît yelle, édentée, sordide.

La mendiane poursuit son chemin et rencontre une jeune fille qui, fort modestement vêtue, court à son travail. Elle aperçoit la vieille femme en guenilles, s'arrête et lui fait la charité. Et voici que, tout d'un coup, elle se transforme : elle est somptueusement vêtue ; elle étinelle de bijoux et deux laquais bien stylés l'invitent respectueusement à prendre place dans le superbe char.

Où sont les récentes déclarations de Jouhaux dans les Congrès, où sont les résolutions adoptées « contre toute guerre ».

Ceux qui prétendaient faire reposer l'enjeu de la guerre et de la paix sur la S.D.N. affirmaient l'impossibilité d'une grève générale contre la guerre, la masse n'y étant, paraît-il, pas préparée, ne viennent-ils pas de recevoir le plus cinglant démenti de la volonté d'action de cette masse pour faire disparaître le régime qui engendre les guerres.

Moralité : pratiquez la charité et, en récompense, vous serez comblé de tout ; ne pratiquez pas et, en punition, vous serez privé de tout.

On se demande ce que vient faire ici ce conte de fées.

Vous allez voir qu'il se trouve ici parfaitement à sa place.

Dans le parti communiste, les choses se passent exactement comme dans le conte ci-dessus.

Du jour où vous entrez dans le Parti, vous possédez les qualités les plus brillantes et les vertus les plus solides. Mais, du jour où vous lâchez le Parti, vous êtes

magique elle a frappé Jacques Doriot, l'admirable militant d'hier est devenu le méprisable sire d'aujourd'hui ; le bén est devenu le maudit.

Le Parti communiste est, à n'en pas douter, celui des Fées.

A mon avis, Jacques Doriot a changé de camp, mais il n'a pas autrement changé.

Comme tous les hommes, il a ses qualités et ses défauts et, s'il est vrai qu'il a porté àilleurs que chez vous, communistes, ceux-ci et celles-là, il est, quant au fond, resté le même.

Il était, hier, indigné de vos adulations ; il ne méritait pas, aujourd'hui, votre mépris et vos injures.

Car, en vérité, c'est vous qui avez fait du Doriot que vous portiez aux nues le Doriot que vous couvrez d'outrages. S'il est ambitieux, cupide, assoiffé de domination et s'il ambitionne d'être Dictionnaire, c'est votre faute ; n'en accusez que vous-mêmes.

Quelques minutes de réflexion suffiront à en faire la preuve et à vous en convaincre, si vous êtes de bonne foi.

Jacques Doriot était un ouvrier ; comme ses copains, il gagnait sa vie en travaillant : une vie médiocre et incertaine. Il devient communiste et adhère au Parti. Il est intelligent et possède quelque culture ; il parle bien ; il se signale, par son activité, à l'attention de ses camarades ; petit à petit, il gagne leur amitié, leur estime et leur confiance.

Son rôle se dessine : député, maire de St-Denis, il groupe autour de sa personne les éléments qui l'avoisinent et insensiblement le haussent vers les postes de confiance et en vue ; assez rapidement (le Parti communiste n'est guère riche en militants de valeur) il accède aux fonctions de direction intérieure et de parade extérieure.

Dès lors, il a ses partisans et ses courtisans, ses thuriféraires et ses suivreurs. Il ne rate plus une occasion de s'exhibiter, de plastronner, de pétarder.

Le voilà devenu « quelqu'un » à l'extérieur du Parti.

Il parle et on l'écoute bouchée bée ; il dirige et on lui emboîte le pas ; il commande et, de gré ou de force, on obéit.

Il vit dans une atmosphère saturée de discipline de fer et de dictature. Il a pour modèle un Staline qui regne suréamment sur un peuple de 160 à 170 millions d'individus. Il rêve, vaguement au début, consciemment par la suite, d'une telle souveraineté — pourquoi pas

## UN ANNIVERSAIRE

## MICHEL BAKOUNINE (1814-1876)

Michel Alexandrovitch Bakounine né en 1814 était le fils d'un noble russe du gouvernement de Tver. Sa mère était une Mouravieff, cousine de ces démembristes qui se révolteront contre le tsar en 1825.

A l'âge de 14 ans, Bakounine est envoyé par son père à l'école d'Artillerie à Pétersbourg. Officier à 18 ans, il est affecté à un régiment de province. Mais notre futur révolutionnaire ne se sentait aucune vocation pour le métier des armes. La philosophie l'attrait davantage et, un beau jour, ayant obtenu un congé régulier, il part de l'armée pour ne plus y revenir.

Bakounine se rend à Moscou. Là, il entre en relations avec Stankovitch et Biélinksi et se consacre à l'étude des philosophies allemands, en particulier Hegel. Il entre ensuite en relations avec Ogareff et par l'intermédiaire de celui-ci avec Herzen. En 1840, voulant approfondir ses idées, il se rend en Allemagne, et là, il trouve une société en pleine révolution. Bourgeois et nobles allemands étaient en lutte. Notre héros, car Bakounine jusqu'alors se rattachait à l'école de ce grand philosophe, se lie avec un certain nombre de démocrates allemands. Il passe ensuite en Suisse et se lie avec le communiste Weitling. Ces relations amènent le gouvernement russe à s'inquiéter de son activité. Sommé de rentrer en Russie, naturellement il n'en fait rien. Le gouvernement russe le condamne alors à la perte de ses biens et à la déportation en Sibérie. Il passe alors en Belgique, puis en France, à Paris, où il reste de 1844 à 1847.

Bakounine à cette époque a évolué et sa position révolutionnaire s'est affirmée. Il est convaincu que l'oppression des classes déshéritées ne peut prendre fin que par une révolution violente de ces dernières. A Paris, Bakounine fréquente Considérant, Louis Blanc, Marx et surtout Proudhon. Il étudie beaucoup, notamment l'histoire, l'économie et les mathématiques. Bakounine était à cette époque le premier russe qui arborait le drapeau de la Révolution sociale. En novembre 1847, invité par les Polonais de Paris à leur fête commémorative de l'insurrection polonoise de 1831, il prononce un discours sur la Russie qui fait une énorme impression dans les meilleurs officiels russes. A la requête de l'ambassadeur de Russie, Bakounine est expulsé de France. L'ambassade russe, dans le but de le discréditer, fait courir le bruit que Bakounine est un agent provocateur. Cette calomnie poursuit longtemps Bakounine, et il faut regretter même que certains révolutionnaires « s'en soient fait l'écho sans aucunes preuves ».

Expulsé Bakounine revient à Bruxelles où il retrouve Marx. Néanmoins, aucune sympathie ne les rapproche. Leur but actuel était d'ailleurs différent. Marx ne croyait qu'en le prolétariat ; quant à Bakounine, il luttait pour la libération de tous les opprimés, en particulier les Slaves. En février 1848, la Révolution éclate en France. Bakounine retourne à Paris, et se mêle activement au mouvement révolutionnaire. Prêchant le communisme et la révolution en permanence, il comprend bientôt l'inanité de ses efforts et se tourne de nouveau vers les Slaves dans le but d'organiser un soulèvement contre le tsar. A cet effet il se rend en Allemagne.

A Breslau, les Slaves se réunissent en Congrès le 1<sup>er</sup> juin 1848. Bakounine participe à ce Congrès et oppose aux panslavistes réactionnaires sa fédération slave-démocratique basée sur l'égalité et la liberté. Mais l'insurrection qui éclate le 12 du même mois arrête les travaux de ce congrès. Bakounine se bat courageusement contre les troupes impériales ; mais après plusieurs jours de lutte les insurgés sont vaincus. Après cet échec Bakounine s'enfuit à Breslau. C'est là que lui parvient la nouvelle des journées de juin à Paris et de l'écrasement du prolétariat parisien.

Tour à tour expulsé de Prusse, puis de Saxe, Bakounine regagne Prague dans l'espoir de voir la révolution se réaliser. Mais en vain, et il doit revenir en Saxe. La réaction à ce moment prend le dessus en Allemagne et, le 3 avril 1849, le roi de Prusse et les Princes refusent la Constitution proposée par un Parlement réuni à Francfort. Des émeutes éclatent, notamment en Saxe. Bakounine alors à Dresde, offre ses services au gouvernement provincial, et en fait, devient le chef militaire de l'insurrection. Celle-ci, malheureusement, ne put triompher.

Bakounine réussit à s'échapper, mais pour peu de temps. Epuisé il fut capturé avec un de ses amis, alors que tous deux dormaient, à Chemnitz, dans la nuit du 18 mai 1849.

Et là commence le calvaire de Bakounine, calvaire qui devait durer douze ans. Interné d'abord à Dresde, on le transporte au bout de deux mois à la forteresse de Koenigstein sous bonne garde. Condamné à mort le 14 janvier 1850, il voit sa peine communée en celle de la prison à perpétuité et est enfin livré à l'Autriche. Mené d'abord à Prague, puis enfermé à Olmütz, le 15 mai 1851, les Autrichiens à leur tour le condamnent à mort, peine commuée en celle de la réclusion perpétuelle. La partie active que prit Bakounine aux événements révolutionnaires dans ces pays explique l'acharnement des gouvernements saxon et autrichien à le persécuter de la sorte. Finalement les Autrichiens le livrent au tsar. Et en octobre 1851 Bakounine est enfermé à la forteresse Pierre et Paul à Saint-Pétersbourg où il reste jusqu'en mars 1854 : ensuite il est transféré à la forteresse de Schlossburg où il reste jusqu'en 1857. C'est là qu'il rédige sa fameuse « Confession », demandée par le tsar. Sous des formules flatteuses et avec un ton d'apparente soumission, Bakounine n'hésite pas à dire de cruelles vérités à Nicolas I<sup>e</sup>. Finalement, le 14 février 1854, Bakounine est exilé en Sibérie. Il y reste de 1857 à 1861. A cette époque il s'enfuit et, par le Japon, puis les Etats-Unis, revient en Europe, à Londres, où son ami Herzen habite (27 décembre).

Bakounine se remet alors au travail. Sa prodigieuse activité révolutionnaire n'a pas été effacée par ses années d'emprisonnement et de déportation. Collaborateur de Herzen à son journal « La Cloche », il ne renonce pas à sa vieille idée de libération des peuples slaves. En 1863, il se rend à cet effet, en Suède en vue de passer

en Pologne et de prendre part à l'insurrection polonoise. Celle-ci ayant échoué, Bakounine se rend à Londres où il rencontre Marx. Celui-ci lui rend visite et lui affirme qu'il n'a jamais donné créance à toutes les calomnies faites sur son compte (agent provocateur à la solde du gouvernement russe), Bakounine repart de Londres en 1864. De 1864 à 1866, il demeure à Florence, puis à Naples.

En 1864, il fonde à Florence « l'Alliance de la Démocratie sociale », organisation révolutionnaire anti-autoritaire préconisant la propriété collective, le travail comme base d'organisation de la société et la fédération libre. Mais cette organisation disparaît peu après sa naissance. En 1865, Bakounine fonde une nouvelle « Union fraternelle internationale » à Naples basée sur des principes identiques à ceux de sa précédente organisation. En 1867 et 1868, Bakounine participe aux Congrès tenus respectivement à Genève et à Berne par la « Ligue de la Paix et de la Liberté ».

Mais les idées de Bakounine ne trouvent pas bon accueil dans ce milieu bourgeois. Au dernier Congrès de la Ligue, en 1868, la minorité partisan du programme socialiste de Bakounine se sépare de cette dernière et forme l'« Alliance internationale de la Démocratie sociale ». Celle-ci voulut ensuite entrer dans l'« Association internationale des Travailleurs » en conservant son organisation ; mais cela ne fut pas adopté par son Conseil général de Londres. Elle dut donc se dissoudre (juillet 1869). En juillet 1868, Bakounine était entré comme membre de l'Internationale dans la section centrale de France.

Membre de la Commission de rédaction de l'« Égalité », organe de la Fédération romande de l'Internationale, Bakounine y écrit en 1869, une série d'articles admirables, notamment sur « les Endormeurs » et sur « l'Internationale », qui peuvent, même de nos jours être lu avec profit par tous les révolutionnaires. Bakounine participe en septembre 1869 au Congrès de l'Internationale, à Bâle, comme délégué des ovalistes de Lyon et des mécaniciens de Naples. Et déjà apparaît l'antagonisme entre partisans des idées de K. Marx et ceux inspirés par les théories de Bakounine. A noter également pendant ce Congrès un incident pénible. Liebknecht avait repris cette vieille calomnie accusant Bakounine d'être un agent du gouvernement russe. Sommé par Bakounine de fournir des explications devant un jury d'honneur nommé par les deux parties, Liebknecht dut se rétracter et avouer que son accusation ne reposait que sur des on-dit.

Nous ne nous étendrons pas sur les luttes qui mirent aux prises à l'intérieur des partisans et adversaires du collectivisme federaliste propagé par les amis de Bakounine. Le « Mémoire de la Fédération Jurassienne » explique clairement avec des documents irréfutables la position des internationaux de la Suisse romande et leurs démêlés avec les partisans de Marx.

Et nous arrivons à la guerre franco-allemande de 1870-1871. Bakounine publie à cette époque sa brochure : Lettres à un Français sur la crise actuelle », par laquelle il conseillait au peuple français de passer à l'action directe contre les envahisseurs et le gouvernement républicain. En septembre 1870, Bakounine participe à l'insurrection de Lyon. Il essaye de déclencher un soulèvement populaire puissant (28 septembre), mais le modérantisme des Lyonnais le fait échouer et Bakounine doit, une fois de plus, s'enfuir. Le 29 septembre il se réfugie à Marseille où il rédige une nouvelle brochure : « L'Empire Knouto-Germanique et la Révolution sociale ». Le 24 octobre il réussit à s'embarquer pour Gênes.

La lutte entre partisans et adversaires de Marx reprend de plus belle après la défaite de la Commune. Marx par ses manœuvres réussit à éviter la tenue d'un Congrès de l'Internationale qui aurait pu être défavorable à son clan et le remplace par une simple conférence à Londres en septembre 1871. De nombreuses sections de l'Internationale s'élèvent contre cette manière de procéder et convoquent le 12 novembre en Suisse, à Sonvilier, un Congrès de l'opposition. Entre temps, Bakounine combattait en Italie la politique de Mazzini. Il publie à cet effet, sa brochure « La Théologie politique de Mazzini et l'Internationale ».

En septembre 1872, se réunit à La Haye, le Congrès de l'Internationale où Marx s'arrange pour avoir une majorité. Après d'inqualifiables manœuvres, l'expulsion de Bakounine de l'Internationale et le transfert du siège de l'Internationale à New-York sont votés à la majorité. Mais le 15 septembre de la même année les fédérations italiennes, espagnoles, jurassiennes et françaises réunies à Saint-Mihiel, repoussent le vote de La Haye. C'était la fin de l'Internationale.

Bakounine habite ensuite à Locarno. Sa dernière tentative révolutionnaire a lieu à Bologne en 1874. Bakounine se retire alors à Lugano. En 1876, malade il se rend à Berne auprès d'un de ses vieux amis, le docteur Vogt. Et c'est là qu'il meurt le 1<sup>er</sup> juillet 1876.

Personnalité de premier plan, lutteur infatigable, Bakounine est une des plus belles figures du mouvement révolutionnaire socialiste. Se dressant contre l'autoritarisme marxiste, il fut véritablement le théoricien et le vulgarisateur du socialisme libertaire à base anti-Étatiste et fédéraliste. Ses continuateurs ne doivent pas l'oublier en ce soixantième anniversaire de sa disparition, alors que les événements justifient chaque jour davantage nos théories.

SECHAUD.

GROUPE DE CARRIERES  
GRANDE BALADE CHAMPIRE  
organisée par le groupe de Carrières-sur-Seine dans l'Ile Fleury.

Autobus 62 et 63  
Descendre au Pont de Bezons  
JEUX DIVERS, TOMBOLA

## Ouvrez les dossiers!

Le gouvernement du Front Populaire se décidera-t-il à ouvrir les dossiers des indicateurs qui agissent dans les organisations ouvrières ?

Pour notre part, nous l'exigerons d'une façon inlassable. Nous l'exigerons, parce que trop longtemps dans les partis qui constituent le Front Populaire et surtout chez les communistes, nous avons été insultés, diffamés. Il ne suffit pas d'insulter, il faut prouver. Aujourd'hui cela est possible, les dossiers sont là, il faut les ouvrir. On nous a dit cette justice.

Un gouvernement qui se réclame de la classe ouvrière, ne doit pas gouverner avec des procédures de basse police. Ces méthodes répugnent à tous les honnêtes gens.

Nous avons encore à la mémoire le triste rôle des Azew, des Métivier, des Célor, et de tant d'autres agents provocateurs qui ont causé la mort de nombreux militants. Actuellement encore, la bourgeoisie a introduit de ces ignobles individus dans les organisations ouvrières, le Front Populaire va-t-il plus longtemps leur permettre de continuer leur triste besogne ? Cela n'est pas possible, cela ne doit pas être.

Notre voix sera entendue, et d'autres journaux, les organisations ouvrières, exigeront avec nous l'ouverture des dossiers de police.

Si le Front Populaire ne le fait pas, nous serons en droit de lui dire : les agents provocateurs sont dans vos rangs, puisque vous leur permettez de continuer d'exister, puisque vous les couvrez.

Les dirigeants du Front Populaire ont la parole.

## « Voir clair et parler net »

C'est à quoi s'essaie Pierre Scize, dans le « Merle Blanc » du 4 juillet.

Mais pourquoi faut-il qu'il s'embarrasse de semblables prétentions, au moment où lui-même confesse ne pas y voir : « De ce jour a commencé pour moi une crise qui n'est pas complètement résolue. J'entre dans un long tunnel. J'y suis encore ».

Quelle cause à ce trouble ? La lettre de Romain Rolland reniant ses convictions de toujours, et se faisant une conscience à compartiments, où la guerre défensive pour la sauvegarde de l'U.R.S.S. trouve sa place.

Et pourtant, M. Pierre Scize est — il nous l'a dit plus haut — un défenseur de l'obligation de conscience, de la non résistance, du désarmement unilatéral, en bref, un anarchiste.

Et, pour nous le mieux prouver, il cite cette formule de Piôch : « Anarchiste, socialiste de raisonnement. »

C'est précisément cette citation malencontreusement choisie, qui m'étrille : Lorsqu'en est « en bref : un anarchiste » : Lorsqu'en est aussi bien par la pensée que par le sentiment, l'on a autant de motifs de l'être par la raison, que l'on a de raisons de l'être par le cœur.

Et puis, je songe que c'est parce que des anarchistes ne l'ont été — ou n'ont pensé l'être — que par le cœur, que la guerre 1914-1918 a pu éclater, sans opposition de ceux qui devaient en être les victimes.

C'est toujours en faisant appel à la raison, que les sophistes à gages reçoivent des peuples leur consentement à paraphe les plus réactives des ignominies.

Oui l'on est toujours sous le masque de la sagesse qu'agit la décence, puisque ce est par ce gage à l'orgueil humain, qu'elle s'octroie la possibilité d'être criminelle.

Ce n'est pas autre chose que cette raison qu'invoque Pierre Scize, pour nous inviter à être raisonnables.

Après nous avoir tracé de l'Italie et de l'Allemagne, le plus sombre des tableaux — non point exagéré sans doute, mais quelque peu sentimental, pour qui s'est donné mission d'voir clair — il nous brosse de la Russie une attendrissante description et il conclut :

« Laisserons-nous faire ? Notre amour de la Paix à tout prix nous rendra-t-il complices de ce crime. Laisserons-nous, au jour prochain des agressions fatales, laisserons-nous les impérialismes d'Asie et d'Europe égorger le pays de la Révolution triomphante ?

« Oùh ! Tolstoïens, objecteurs, anarchistes, est-ce que vous ne croyez pas que la question demande une réponse ?

Oui, je le crois, quand ce ne serait que pour faire entendre, à votre proposition d'accepter certaines guerres, un « non » catégorique, un « non » irréductible, qui pousserait le paradoxe jusqu'à ne pas se muer en un lâche consentement à l'heure des trahisons générales.

Mais représons votre article ; parlant de l'Italie et de l'Allemagne, vous dites :

« Dans les deux nations, un peuple esclave, fanatisé, ivre de sa propre servitude, est comme une cire aux mains de l'Etat. Et l'Etat est représenté, à Rome par un aventurier, candidat à la paralysie générale, qui se moque comme d'une guigne de tout ce qui n'est pas sa gloire ; qui mettra tranquillement le feu à l'Europe pour y chauffer ses bottes ; à Berlin par un fou mystique, profondément ignorant, inculte même, qui s'imagine avoir reçu du ciel une mission, un irresponsable, un voyant, tout ruisseant du sang de ses frères, qui l'égorgeait tranquillement il y a eu deux ans de ses jours-ci. »

Et bien, si tel le lyrisme péche par manque d'objectivité, il n'y a pas que la folie, que l'ambition, qui soient à la base de l'Etatisme fasciste, il y a ce qui est à la base de tout Etat : l'intérêt et les tripotailles. Et de ceci vous faites aussi bien de ne pas parler, car il vous faudrait alors dévoiler les promesses politiques et financières existant entre le fascisme et votre Patrie, au nom de laquelle vous nous invitez à verser notre sang.

Nous en arrivons enfin à l'U.R.S.S.

« ...De la Russie Soviétique, je ne retiens qu'une chose : on y tente d'arracher l'ouvrier à la géhenne. On lui assure des lendemains plus beaux. On lui offre des perspectives sur une vieillesse honorée et confortable. On le cultive. On le rend maître de ses usines, de ses machines, de ses ouvriers. On le délivre de cette exploitation du travailleur par le faîneant qui est une honte intolérable... Les chaînes tombent. Une société s'organise plus juste, plus humaine. »

Voilà de la patrie des travailleurs un alléchant tableau.

Pourquoi faut-il que certains souvenirs nous privent d'aussi radieuses illusions sur son compte ?

« Les principaux fournisseurs de l'Allemagne en manganes furent en 1935, l'U.R.S.S. avec 76 % et l'empire britannique avec 20 %. » (Journal « Vendredi » du 10 avril 1936)

Pourquoi faut-il que dans sa guerre contre l'Ethiopie l'aventurier Mussolini, « le latin retrouvé et ambitieux » ait pu compter sur les secours en pétrole de la soudite Patrie des Travailleurs ?

Pourquoi faut-il que nous ayons malgré l'existence des anarchistes, des communistes non orthodoxes, des Doukhobors, qui dans les prisons ou dans l'exil sibérien, ont tout loisir de méditer sur le Paradis Soviétique ?

Pourquoi faut-il que nous ayons gardé mémoire du nom de Pétrini livré à la démenace de Mussolini par les stries de Stalin, en violation de tous droits d'asile ?

Maintenant que vous voilà renseignés, j'aime à croire que les martyrisés des geôles d'Italie, d'Allemagne ou de Roumanie, n'auront pas le monopole de vos pleurs.

Mais non, je me lamente, les prisons peuvent regorger de victimes, les chiourmes se peupler d'êtres humains, sans que cela puisse vous émouvoir :

« Périssent avec moi et mes semblables, les petits bonheurs de l'individu, les joies stériles et précieuses qui naissent de la liberté, si pour salaire de notre sacrifice nous pouvons voir l'avènement d'une société plus juste. »

Car pour l'anarchiste (?) Pierre Scize,

Gh. Ridel.

&lt;p

# Allons, enfants de la Patrie !

Il ne suffit pas de prononcer des sermons pour obtenir la paix. Voilà ce qu'il faudrait rappeler aux hommes de bonne volonté qui, de tous les points de l'Europe encore meurtrie par la guerre, se sont rassemblés à Douaumont. L'équivalence de ces cérémonies n'échappe pas, d'ailleurs, à un observateur clairvoyant. Elles sont tout en même temps un culte pacifiste, en quelque sorte expiatoire, et aussi une exaltation du patriottisme bellicieux, de ces *vertus guerrières* que célébrait l'autre jour à Genève M. Léon Blum. Les journaux magnifient l'enthousiasme sacré des jeunes gens, venus pour puiser une leçon d'héroïsme sur cette terre où leurs pères sont morts et qui sont prêts, nous dit la *Dépêche*, à assurer la relève, s'il le fallait à faire eux aussi le sacrifice de leur vie pour la défense de la nation. Dans les mêmes pages et sans souci de la contradiction, on lit les discours de Rivière à la gloire des hommes, sans distinction de nations, qui ont lutté au service de causes identiques dans leur principe. Et, dès lors, on ne comprend plus. Où est la gloire, où est l'héroïsme dans ces massacres de combattants animés du même idéal ? Par quel odieux malentendu, quelle monstrueuse imbécillité, des hommes en arrivent-ils, périodiquement, à s'entretenir au nom de principes qu'ils retrouvent, semblables et également meurtriers, chez l'ennemi ? De pauvres hommes, dont toute la fortune tenait dans le peu de sang qui coulait dans leurs veines, ont accepté généralement de le répandre et, quand ils sont morts, on découvre et on proclame l'identité des causes au service desquelles ils sont morts. Sinistre bouffonnerie.

Et comme si la leçon ne suffisait pas, pendant que les anciens combattants allemands et français fraternisaient une heure dans la nuit de Verdun, au pied du monument élevé sur les ossements des victimes sacrifiées à la gloire de l'impérialisme français, de nouvelles intrigues politiques préparent de nouveaux massacres. La descendante maudite des Bethmann-Holweg et des Poincaré n'est pas morte. Elle s'évertue à créer les conditions d'un conflit avantageux. Hier, le réarmement de l'Allemagne.

## LE FRONT MARXISTE EN ESPAGNE

### Les conséquences imprévues des événements d'octobre 1934

A la suite de la politique agressive des différents gouvernements de droite, l'U. G. T., d'accord avec le P. S. et les républicains de gauche, décideront d'agir. Mais ils entendent mener cette action sans la C. N. T. et même contre elle. Au mois de septembre 1934, la C. N. T. invite, dans une lettre rendue publique, l'U. G. T. à préciser sa position en face de la bourgeoisie. Aucune réponse. La grève générale, déclenchée au début d'octobre 1934, par l'U. G. T., avait pour objectif de provoquer la démission du gouvernement Lerroux. La C. N. T. non seulement n'a pas été consultée, mais fit arrêter par la gauche catalane les principaux militants à Barcelone.<sup>9</sup> Durutti en tête.

Le silence était plus que suspect. Cependant les affiliés de la C. N. T. suivirent partout le mouvement. Dans les Asturies, les anarchistes étaient à la pointe du combat. Trois volumes, récemment parus, exposent en détail l'activité de nos camarades pendant les glorieuses journées d'octobre aux Asturies.

Ce sont les camions blindés de la F. A. I. et C. N. T. de la Falguera qui ont pris les casernes d'Oviedo. Les photos de ces mêmes camions ont été reproduites par l'*Humanité*, mais le journal de tous les bourrages de crânes, avait pris soin d'effacer les inscriptions : F. A. I., C. N. T., pour faire croire aux prolos français que c'étaient les communistes qui avaient empêché les camions.

L'élément U. G. T. prédominait aux Asturies, mais ceci n'a pas empêché nos camarades de prendre part aux événements et de tenir jusqu'au bout, malgré la défection des chefs socialistes.

Le gouvernement Lerroux refusa de démissionner et on connaît le dégonflage sensationnel du Lénine espagnol (Largo Caballero) et des révolutionnaires d'opérette de la Généralité de Catalogne.

Quel était le but de ce mouvement mené par les républicains bourgeois et les réformistes marxistes promus en révolutionnaires ?

Dans le *Libertaire* et le *Combat Syndicaliste*, de l'époque, j'ai soutenu la thèse que ce mouvement était une réédition de la grève générale que Braun, et ses amis du gouvernement socialiste de Prusse, avaient organisé en 1921 contre le coup de force de Kapp. Que les dirigeants de ce mouvement cherchaient à renverser le gouvernement Lerroux et lui substituer un gouvernement de gauche.

La presse socio-communiste en France accablait chaque matin les « traitres » de la C. N. T. et F. A. I., quitte à reconnaître quelque temps après que les promoteurs du mouvement en Catalogne les avaient empêchés d'agir en les emprisonnant.

Dans deux discours sensationnels prononcés à Saragosse et à Bilbao, le chef socialiste, Prieto, documents en main, prouvait que le mouvement d'octobre n'avait pour but, non comme le prétend Caballero, la conquête du pouvoir par le prolétariat, mais l'installation pure et simple d'un gouvernement bourgeois de gauche. Les déclarations d'un chef aussi autorisé du mouvement, explicitent l'attitude équivocée de Largo Caballero, qui lâche ses troupes en pleine bataille, les laissant écraser par l'ennemi, sans leur donner la moindre instruction.

Cependant, Largo Caballero n'ignore pas que les affiliés de la C. N. T. participent acti-

gues suscitait en Europe une atmosphère pro-guerrière. Hier aussi, les efforts du colonialisme italien risquaient de mettre le feu aux poudres. Aujourd'hui, l'accord austro-allemand-italien est interprété comme une résurrection de la Tripartite. Emile Buré, dans l'*Ordre*, annonce que nous en sommes à Sadowa qui précède un nouveau Sedan. Et, pendant ce temps, notre ministre des Affaires étrangères balance d'harmonieuses périodes sur l'obligation pour les peuples de respecter les lois, ce qui sous-entend que le Gouvernement français s'en tient plus que jamais au statut de Versailles.

Voilà où nous en sommes après dix-huit ans d'une paix botteuse qui n'avait d'autre fin que de préparer la prochaine.

Dans une pareille démission des hommes qui prétendent diriger les peuples, ceux-ci doivent prendre nettement conscience de leurs responsabilités. C'est en eux seulement que résident les espoirs de paix du monde endolori. C'est de leur clairvoyance et de leur courage que dépend la paix. Si nous transposons cette formule sur le plan de l'action révolutionnaire, c'est-à-dire si nous tenons compte de l'impossibilité actuelle d'une propagande internationale, nous trouverons que la classe ouvrière de ce pays a mieux à faire que de se prêter à des manifestations ostentatoires, vaines et confusionnistes, d'accepter de jouer un rôle dans le grand gala des officiels du pacifisme guerrier, de s'affubler d'oropeaux et d'accessoires d'opéra-comique. Le spectacle est une chose, la paix en est une autre. Son flambeau n'est pas la torche symbolique qu'on a transportée en grande pompe de l'Arc de Triomphe à Verdun. Il est la volonté lucide des travailleurs de ne jamais accepter le déshonneur d'une nouvelle guerre. Une vigneuse politique de paix doit poser d'abord le refus organisé de faire la guerre et ensuite la républiquer totale de l'injustice de Versailles, la séparation complète avec l'impérialisme français. Les conditions de paix sont là et pas ailleurs.

Ce sont là les réflexions qu'inspirent, en ce quatorze juillet d'union sacrée, les flonfons des musiques guerrières.

#### LASHORTES

Le coup de main sur le poste de radio de Valence a vu se dresser en riposte une formidable manifestation d'action directe qui a abouti à des représailles violentes contre les journaux réactionnaires et contre le siège des organisations patronales. Nos camarades de la C. N. T. ont été visiblement les initiateurs de cette riposte énergique, car plusieurs d'entre eux ont été arrêtés. Cela n'a pas empêché le *Populaire*, soulignons-le, de passer, de reproduire, sans doute avec intention, et sans commentaires une absurde information d'Havas, assimilant des compagnons porteurs de carte de la C. N. T. avec des membres des Phalanges espagnoles (fascistes notoires).

Nous ne pouvons croire que le *Populaire*

## Les événements d'Espagne

L'agitation politique et sociale s'accroît de jour en jour en Espagne. Cette dernière semaine notamment a été fertile en incidents et événements d'une exceptionnelle gravité.

Il apparaît jusqu'ici que la tentative de regroupement des forces fascistes par les moyens de violence préconisés notamment par le député Calvo Sotelo, qui vient d'être assassiné, a été un échec.

Le coup de main sur le poste de radio de Valence a vu se dresser en riposte une formidable manifestation d'action directe qui a abouti à des représailles violentes contre les journaux réactionnaires et contre le siège des organisations patronales. Nos camarades de la C. N. T. ont été visiblement les initiateurs de cette riposte énergique, car plusieurs d'entre eux ont été arrêtés. Cela n'a pas empêché le *Populaire*, soulignons-le, de passer, de reproduire, sans doute avec intention, et sans commentaires une absurde information d'Havas, assimilant des compagnons porteurs de carte de la C. N. T. avec des membres des Phalanges espagnoles (fascistes notoires).

Nous ne pouvons croire que le *Populaire* se trompe à ce point sans le vouloir. Et quand André Leroux rapporte pèle-mêle et sans distinguer, la fermeture des locaux du parti monarchiste et... de la C. N. T. sans dire un mot de l'action personnelle de cette dernière, quand il parle du « pistolerosme » des anarchosyndicalistes, comme s'ils en étaient les initiateurs, alors que chacun sait que par centaines nos camarades sont tombés sous les balles des fascistes, on s'aperçoit que c'est toujours la même tactique de confusions volontaires, de discredit hypocritement suggéré, pratiquée dans le but de salir et de discréder nos camarades espagnols.

A propos du meurtre de Carlo Sotelo, député monarchiste fasciste, commis par les gardes d'assaut en représailles de l'assassinat d'un de leurs chefs le lieutenant Castillo, il faut rapporter aussi l'attitude des socialistes, des communistes et de l'U.G.T. qui invitent, dans une déclaration, les travailleurs à la défense du régime.

Cependant, le *Populaire* reconnaît lui-même toujours sous la plume d'André Leroux qu'il ne croit pas « à un danger immédiat pour le régime républicain ». Cependant, les locaux de la C. N. T., à Madrid, viennent d'être fermés une fois de plus — la troisième en deux mois — ainsi que les ateliers libertaires. Alors on comprend...

On comprend que le gouvernement « républicain » tente en ce moment une double opération politique entre la droite — danger fictif — et contre la C. N. T. danger réel pour le capitalisme espagnol.

En effet, la grève du bâtiment, qui dure depuis cinq semaines, continue à 100 %. Pourtant, l'U.G.T. s'était « arrangé » pour que les ouvriers socialistes reprennent le travail lundi. Mais les ouvriers de la C. N. T. n'acceptant pas les bases de travail imposées par l'arbitrage gouvernemental sont restés en bataille à plus de 50.000 et les adhérents de l'U.G.T. se sont de nouveau joints à eux.

Voilà qui traduit pour les dirigeants socialistes et leurs alliés communistes, une perte d'influence plutôt catastrophique, qui explique les nouvelles tracasseries dont nos amis espagnols sont victimes.

L. A.

## Orobon Fernandez est mort

Le camarade Valeriano Orobon Fernandez naquit le 14 avril 1901 dans un village près de Valladolid.

A quatre ans, il entre dans la C. N. T. pour y militier. En 1924, il est expulsé des Asturies sur l'ordre du général Burgos.

Réfugié à Paris, il est nouveau expulsé pour sa campagne contre la guerre du Maroc.

Boris fut son nouveau refuge. Étudiant infatigable, il s'assimila rapidement la langue allemande et se fit professeur d'espagnol. Il passa à Hambourg, Vienne, Leipzig, à Londres, il apprit l'anglais et continua à donner ses cours.

Il rentre en Espagne en septembre 1930 ; il est arrêté à la frontière et incarcéré à la prison de Figueras. Libéré, il se rend à Valladolid, continuellement surveillé et accompagné par la police.

Mais il y a plus grave.

En octobre, viendra en discussion le projet d'amnistie — le ministre de la Justice Bovesse vient de grâcier et de libérer tous les emprisonnés politiques sauf N. Lazarevitch.

## Le Coin des Jeunes

### Ohé les marxistes !

On demande : Où sont-ils ? Nous ont-ils délaissés pour un sol plus fertile ?...

On regarde, on cherche, on appelle, pas un marxiste à l'horizon.

On en connaît pourtant des purs, des tenaces, incapables de parler cinq minutes sans citer dix fois Marx et Lénine. On va les voir pour les interviewer sur la disparition de leurs amis et l'on se trouve devant des patriotes bon teint qui vous parlent « défense nationale ».

Mais où donc sont passés ceux qui nous renvoient aux cours de la rue Mathurin-Moreau ? Ceux qui n'agissaient que selon les prescriptions d'une doctrine et dont l'argumentation solide reposait sur des expériences.

Où sont-ils les stratégies révolutionnaires, les rouges, grands bâtisseurs du révolutionnaire ?

Où sont les marxistes, champions de la lutte de classes ? Pendant quelques temps le bon pôle s'est posé la question. Il regardait autour de lui sans bien comprendre.

Puis en regardant un peu plus loin il a vu de l'autre côté de la barricade, tendant la main aux ennemis de la veille, les chefs, les doctrinaires, les types calés, les marxistes, les pourfendeurs du fascisme, qui rigolaient doucement en voyant sa mine déconfite.

Le militant de la base, l'ouvrier sérieux qui n'a jamais cherché la vérité en dehors des chemins tracés par les prophètes, se frotte les yeux, marche tout de même sans y voir clair et écoute ahuri les appels à la réconciliation des classes.

Les chefs, les lumières, les intellectuels se frottent les mains. La grosse partie des troupeaux s'est embarquée pour le petit voyage. Le militant chante et vend maintenant *La Marseillaise*, met sur fond bleu, blanc, rouge son insigne des temps héroïques. Le drapeau des Versaillais, bourreaux des communards, côte à côte l'anachronique « étendard de la révolution ».

Les chefs, les lumières, les intellectuels se frottent les mains. La grosse partie des troupeaux s'est embarquée pour le petit voyage. Le militant chante et vend maintenant *La Marseillaise*, met sur fond bleu, blanc, rouge son insigne des temps héroïques. Le drapeau des Versaillais, bourreaux des communards, côte à côte l'anachronique « étendard de la révolution ».

Le ministre de l'Intérieur, « camarade so-

### DÉFENDONS LES NOTRES

### Lazarevitch en prison

Nicolas Lazarevitch vient d'être condamné par les juges bruxellois à sept mois de prison et 2.100 francs d'amende pour faits de grève et comme militant syndicaliste agissant au nom du Bâtiment de Bruxelles.

Juridiquement le délit était inexistant, ce n'est qu'en rappelant les nombreuses condamnations précédentes de Lazarevitch que le procureur arracha à la justice bourgeoisie ce verdict de classe.

Mais il y a plus grave.

En octobre, viendra en discussion le projet d'amnistie — le ministre de la Justice Bovesse vient de grâcier et de libérer tous les emprisonnés politiques sauf N. Lazarevitch.

Celui-ci est malade, les poumons attaqués depuis son passage dans les bagnes soviétiques.

Une nouvelle peine de prison l'atteindra gravement.

L'indignation ouvrière est telle que même la bureaucratie syndicale belge s'est émuée et que la plupart des grandes centrales ont protesté énergiquement auprès du ministre de la Justice.

Devant la carence de la fraction socialiste au Parlement belge, complice de la répression capitaliste, nous appelons l'opinion anarchiste, syndicaliste et ouvrière de France, à marquer sa solidarité avec notre camarade.

Il faut que le cas Lazarevitch soit posé devant les syndicats, dans les meetings, au sein des organisations politiques.

Tous les télégrammes doivent être envoyés, ainsi conçus :

Au ministre de la Justice Bovesse Bruxelles, Belgique.

« Protestons contre mesure exceptionnelle prise par vous contre Lazarevitch ».

Il faut que contre la sinistre alliance de la bourgeoisie et de la social-démocratie se manifeste la solidarité internationale.

Nos camarades belges sont décidés à empêcher tous les moyens pour protester ainsi que le témoigne la lettre suivante :

Bruxelles, le 11-7-36.

Au citoyen Fischer, président de la Fraction Socialiste de la Chambre.

Citoyen,

Mon épouse, Lazarévitch Nicolas vient d'être condamné pour avoir comme délégué syndical pris parti à la grève, à 7 mois de prison et 2.100 fr. d'amende.

Il se trouve actuellement à la prison de Forcalquier. Or, on est venu hier lui faire part de la Chambre tendrait à remettre pour octobre la discussion du projet d'amnistie ; mais par contre le ministre Bovesse promet d'appliquer immédiatement un sursis d'exécution à tous les condamnés pour faits de grèves, « sauf à Lazarévitch ».

Je vous répète que cela a été communiqué à Lazarévitch par une personne bien en vue dans le monde politique. Cette même personne avait communiqué la nouvelle au camarade Marchand, secrétaire du Syndicat du Bâtiment.

Or, je tiens à vous déclarer dès à présent que si la fraction socialiste marche dans cette combine inqualifiable, nous allons protester par tous les moyens. Les mesures exceptionnelles sont introduites jusqu'à présent chez Hitler et Mussolini. Nous ne laisserons pas installer sous l'auspice de 6 ministres socialistes une dictature fasciste, ou au moins nous ne laisserons pas l'installer sans battre jusqu'au bout.

Nous défendrons Lazarévitch par tous nos moyens et rendrons responsable pour les mesures exceptionnelles prises contre lui seul, la fraction socialiste de la Chambre.

Veuillez agréer, citoyens, mes salutations distinguées.

Ide Lazarevitch.



## Action révolutionnaire à la base!

Sous prétexte qu'on ne fait pas de politique dans les syndicats, on fait faire bien souvent des camarades qui rappellent que le grand objectif de l'égalité économique par la Révolution prolétarienne demeure malgré toutes les déviations réformistes le but final du syndicalisme.

Nous nous départageons déjà sur ce premier point entre réformistes et révolutionnaires par le fait que si en révolutionnaires conscients nous voulons bien marquer des étapes et des arrêts vers le grand but, ou en diviser la conquête, nous prétendons au contraire de nos adversaires de tendance qu'on ne sait pas ce grand but par petites étapes, mais que la dernière étape sera telle en quantité qu'elle dépassera et noiera d'un seul coup toutes les autres.

Faute de concevoir l'organisation syndicale comme capable d'entreprendre et de mener à bien cette lutte pour la libération intégrale du travail par une grande étape révolutionnaire, on est trop souvent appelé à faire revivre cette conception fausse du syndicalisme limité au décrassage économique des masses travailleuses et de lui adjointe à titre purement révolutionnaire la conception totaleitaire du parti politique.

Si les réformistes du syndicat conçoivent réellement la libération du travail par de petites expropriations qui préparent automatiquement par addition un changement totalitaire, ils commettent une faute du même genre que ces révolutionnaires pseudo-syndicalistes pour qui la Révolution est une transformation qualitative de la lutte quotidienne par la substitution de l'action politique à l'action syndicale dans certaines périodes déterminées de l'évolution historique.

En vérité les premiers ne pensent plus à la révolution et les seconds ne croient pas au syndicat.

Tous deux sont amenés en fin de compte à nier la suffisance de l'action syndicale.

Lorsque Frachon reconnaît que l'action syndicale est très utile, qu'elle donne aux ouvriers du bien-être, il ne pense pas à la suffisance syndicale, mais à la préparation d'un terrain de lutte pour son parti.

Lorsque Jouhaux entend préparer la Révolution expropriatrice par tranches de 10 ou de 20 %, il démontre l'insuffisance du réformisme et l'interprétation à rebours du capitalisme par un plan, un contrôle, ou toutes autres solutions de réforme. L'évolution du socialisme en régime capitaliste ne se fait jamais du moins au plus, mais au contraire du plus au moins. Les conquêtes sociales s'atténuent et passent avec le temps, et le seul principe évolutif demeure la lutte révolutionnaire des masses.

Nous placant loin de ces écoles, nous prétendons pour notre part qu'il n'y a pas de syndicalisme sans principe révolutionnaire et pas de révolution sans syndicalisme.

Nous faisons du syndicat un mouvement qui sait unir l'action pour le mieux-être quotidien à l'objectif de la Révolution.

La libération du travail ne sera pas l'œuvre d'un parti, mais de l'organisation syndicale fortifiée sur des bases révolutionnaires.

En dehors de ce principe les routes sont glissantes. Nous savons par expérience qu'une libération politique du travail ou bien qu'est une falsification de la libération ou bien qu'elle libère toute autre chose que le travail.

Pour qu'une œuvre révolutionnaire ne soit pas vouée à la dégénérescence ou simplement pour qu'elle s'entreprene, il faut qu'elle satisfasse à la fois aux deux principes.

Il n'y a pas le syndicalisme et la politique : il y a une politique syndicale révolutionnaire dont nous avons le droit de parler.

Tous les éléments ouvriers, toutes les tendances politiques et philosophiques travaillant à l'intérieur du syndicat pour un même but : la libération intégrale du travail, — chacun doit admettre en principe qu'aucune méthode particulière de lutte ne saurait prévaloir sur une autre. Le syndicat doit forger lui-même sa méthode qui ne doit jamais abandonner une certaine cohérence, une certaine profondeur de vue que les partis politiques dans leurs conceptions particulières de l'histoire n'ont pas toujours intérêt à sauvegarder.

Si les partis politiques veulent encourager l'action syndicale, ce n'est pas en créant à l'intérieur des fractions favorables à leurs thèses, mais par un certain renoncement et dans une large mesure par un effacement de leurs tendances au profit du bloc syndical.

Consciemment ou inconsciemment, cela s'est fait à Toulouse.

L'action syndicale ne peut donc pas s'embarasser des vues étroites ou des particularismes politiques. Par l'union et pour l'union révolutionnaire elle doit forger ses méthodes.

La Révolution prolétarienne totalitaire est une de ces vues larges qu'il est bien difficile d'adapter à de petites compromissions politiques.

L'action directe et autonome est une autre de ces conceptions larges qui froissent quelques-unes des expériences de gouvernements dits ouvriers.

Ce sont des principes qui ne sont pas toujours faciles à manier au gré des contingences politiques.

Mais il ne faut pas oublier qu'outre qu'ils sont le moteur et la base même de l'unification ouvrière dans le syndicat, ils demeurent, par leur intransigeance et leur inflexibilité, la seule assurance contre les trahisons et contre l'échec des expériences politiques.

Tant que le prolétariat sera communément misérable — et il ne cessera d'être qu'avec le triomphe total des principes révolutionnaires — il ne peut être question pour lui ni de s'attarder sur des étapes ni de laisser diviser le bloc de la misère par des compromis qui se retourneront toujours contre lui.

Qu'une expérience politique dite populaire échoue, cela n'est rien si le bloc ouvrier n'a pas été entamé dans sa croyance qu'il n'y avait là rien qui ne fut susceptible d'échouer.

Mais si l'expérience représentait pour les ouvriers autre chose qu'une tentative partielle dans l'acception purement syndicaliste des expériences politiques, — si les ouvriers voyaient par exemple une libération qui devait être bientôt suivie d'une autre et d'une autre jusqu'à libération totale, c'est la fatalité du mécanisme qui est en jeu, l'échec n'est plus un risque de lutte, c'est le bloc des revendications qui se dessoude, la foi et la raison de lutte qui s'en va.

Souligner les petites trahisons, échecs ou tournants politiques, aussi souvent qu'ils se présentent, en soulignant à la lumière de l'exemple la vraie position syndicale, c'est travailler pour la conception d'une vraie et saine politique des producteurs : celle qui incombe à l'organisation syndicale.

\*\*\*

La conception de l'antagonisme des classes est certainement dans telle conjoncture historique une idée simple — beaucoup disent simpliste. Rien pourtant n'est venu jusqu'à présent l'infirmer sinon l'interprétation des politiciens qui en avaient fait leur bâton de combat.

Un certain jour on s'est mis dans la tête que cette vieillerie de lutte de classes était bien longue à porter les fruits qu'en attendaient les politiciens. On s'est ingénier d'une part à lui substituer sans discernement une réconciliation de n'importe quel prolétariat avec n'importe quel bourgeois et d'autre part sur le terrain de l'économie à diriger un capitalisme voué par ses conditions de développement à la déchéance et à la mort.

Il fut un temps où l'union nationale et l'économie dirigée étaient l'apanage du fascisme.

Aujourd'hui les voleurs bourgeois ne sont plus ni des voleurs ni des bourgeois ils sont nos frères de combat contre le haut capital.

Les politiciens sont passés sans transition de la lutte entre des fractions solidaires du prolétariat à l'union de ce même prolétariat avec son ennemi de toujours : la bourgeoisie.

L'action politique démocratique combinée à la direction de l'économie capitaliste c'est-à-dire une machine qui n'appartient et n'appartiendra jamais au prolétariat, s'est substituée à la plus saine théorie moderne de lutte de classes.

Pour conquérir une étape politique dont la valeur est contestable ou pour tous autres motifs inavoués, les partis politiques ont sacrifié l'organisation ouvrière et la véritable force du prolétariat : l'intransigeance de classe et la conception totalitaire de la révolution libertatrice.

La C.G.T. réunifiée a suivi allégrement le mouvement.

C'est à nous de remettre la C.G.T. dans son courant syndicaliste révolutionnaire. Autrement il n'aura bientôt plus ni parti, ni syndicat. Mais une couvée de démocrates sans principes et sans doctrine qui brille encore pour le moment d'une flamme révolutionnaire que personne ne songe plus trop à ranimer.

Dans son orientation planiste, l'organisation syndicale démontre qu'elle peut servir à n'importe qui pour n'importe quoi.

Si l'on subordonne au succès provisoire la préparation du succès total, la fameuse organisation de classe épouse les tournants des expériences politiques. Elle n'est plus qu'un grossier parti primitif sans souplesse et sans force.

L'intransigeance et la non-malleabilité de l'organisation syndicale n'est pas un défaut mais une vertu essentielle, sa vraie qualité de classe.

Si les fascistes ont le verbe haut et les dents longues, ce n'est pas en leur cédant du terrain qu'on les matraque mais en constituant un bloc prolétarien, ce bloc syndical inattaquable qui riposte aux actes par les actes et qui noie tout sous son nom.

Pour terminer s'il faut assouplir quelque chose dans la C.G.T., parti du travail, ce n'est pas la doctrine révolutionnaire, mais les rouages de la machine.

Il faut dématérialiser l'organisation et non pas la diluer.

Action révolutionnaire à la base. C'est la seule façon dont nous prétendons influencer politiquement l'organisation syndicale en lui rappelant ses propres principes.

Si cela déplaît à quelques-uns, qu'ils nous montrent leurs assurances politiques ou syndicales contre la trahison, la dégénérescence et la mort.

Action révolutionnaire à la base : nous n'en connaissons pas d'autre.

L. DAURAT.

### La gangrène politique

La stratégie réformiste de paix sociale dévoile actuellement son offensive contre l'action directe des travailleurs en lutte contre l'intransigeance patronale, dans les entreprises encore occupées.

Et lesdits travailleurs ne sont pas peu surpris de voir les dirigeants communistes prendre la tête de cette opération de freinage.

Frachon, secrétaire adjoint de la C. G. T., ne craint pas de rappeler dans l'organe stalinien : « En pleine période d'effervescence, nous avons eu le courage (sic), de dire qu'il fallait savoir terminer une grève. Les ouvriers nous ont écouté. »

Les ouvriers vous ont écouté ! En êtes-vous si sûr que cela camarde Frachon ?

Sont-ce ceux du textile de Marseille qui ont pourvu la lutte malgré l'avis de Thorez et qui viennent d'obtenir satisfaction. Sont-ce ceux de la « Semense » en lutte contre les gros patrons du crédit commercial et qui en sont à leur 40<sup>e</sup> jour de grève-occupation. Sont-ce les 1.200 exploitations des raffineries Say, qui en sont à leur 45<sup>e</sup> jour de lutte contre l'infâme Tinard, des 200 familles dont la féroce intransigeance prolonge le conflit. Sont-ce enfin les ouvriers des centaines d'entreprises où la rapacité de leurs exploitants, GROS ET PETITS,

oblige nos camarades à obtenir satisfaction par le seul moyen à leur disposition : la grève.

Et il vous ont tellement écoutés, ces ouvriers que, dans votre scuoi de donner des garanties aux classes moyennes conservatrices, vous voici obligé, faisant écho à Salengro, d'ajouter : « Nous leur disons aujourd'hui, avec la même franchise, que le prolongement de l'action gréveuse, que la continuation de l'occupation des usines les desserviraient. »

Ainsi, ceux qui pour défendre leur dignité bafouée et leur droit à la vie se sont imposés durant de longs jours les plus durs sacrifices devraient rentrer la tête basse, pour éviter d'indisposer les « sincères partisans du Front populaire que l'occupation des usines a inquiétée ». Singulière conception de la lutte ouvrière qui s'inspire avant tout de l'intérêt des petits exploitants.

A Frachon qui prétend : « Maintenant avec la victoire de leurs syndicats, avec leur organisation forte, ils pourront envisager, le cas échéant, de menacer une grève à l'extérieur des entreprises avec autant de succès qu'ils le méritent au dedans », nous posons la question : comment évitez-vous la désertion de la lutte, la corruption patronale pour faire travailler les jaunes ? Comment empêchez-vous le lock-out qui permet au patron de procéder à une épuration de son personnel pour mieux l'asservir ensuite ? Toutes ces complications sont éliminées par la grève sur le tas.

Ouvriers qui l'avez compris, gardez-vous des politiciens du syndicalisme.

### Chez Sautter et Harlé

Depuis de nombreux mois, le sieur Roberti, contremaître de l'outilage, Croix de fer, patron, membre influent du syndicat « Professionnels Français », jouait au dictateur, mais tout à une fin. Y compris la patience des ouvriers qui, maintenant conscient de la force syndicale ont réagi vigoureusement contre le patron.

Une première fois, celui-ci fut averti par les compagnons de cesser ses brimades, faute de quoi les ouvriers se seraient contraint d'employer des méthodes adéquates pour mettre fin à ses agissements.

Il faut croire que cet émule à De La Rocque pensait que les camarades oublieront leurs promesses, car il manœuvra auprès de quelques ouvriers du syndicat chrétien, pour dresser une liste patronale contre la liste des candidats délégués ouvriers présentée par les ouvriers et patronnée par le syndicat des métiers. Cela fit déborder la coupe, et après le travail, une conduite de Grenoble fut faite à ce triste individu qui pâle de frayeur ne dut se faire que grâce au sang-froid des responsables de la section syndicale qui tirèrent dans la rue les conclusions de cette action devant de nombreux ouvriers.

Cette méthode est une des meilleures : la chaussette à clous qui était naguère en vigueur dans le bâtiment a partis du bon contre les briseurs du mouvement ouvrier.

Bravo les gars de chez Harlé rien de tel que l'action directe contre le patronat et ses larbins.

Quant aux vengeances fascistes qui voudraient exercer contre les syndicalistes qui veulent garder ce qu'ils ont conquérir par la lutte, il existe une autre méthode :

Pour un œil les deux yeux, pour une dent toute la gueule.

Qu'on se le dise.

Le Lapin.

### Aux Charbonniers

L'unité de lutte nous a fait obtenir des avantages certains. Malgré les augmentations de salaires consenties par le patronat, il est indispensable que les ouvriers l'acceptent pour encore établir l'équilibre dans leur budget familial.

Nous avons vu, et nous voyons encore, les possédants augmenter leurs prix de vente en rapport avec les pertes qu'ils ont subies depuis les grèves et des nouveaux salaires.

Le Gouvernement, lui, ne se presse guère d'entrer dans ces hausses. Lui, il voudrait qu'il ne le pourrait pas. En ce régime, il est normal que celui qui possède un produit le vende le prix qui lui plaît. Et à moins d'entrer dans une voie révolutionnaire et d'exporter au profit des producteurs tous les biens gardés jalousement par une poignée de financiers, la situation restera sans changement.

Tous les camarades de la corporation sentent bien le cercle vicieux dans lequel nous nous trouvons, et ils aspirent tous à une solution équitable de ce marasme.

Mais ils ont encore un peu de confiance dans l'action parlementaire. Ils ont cependant pu juger que sans l'arrêt du travail généralisé, ils seraient encore à attendre que les parolies de l'ordre du jour soient évacuées par les caves de la maison Momméa par des fascistes armés de revolvers, alors que la cave Saint-Pierre était prise d'assaut et que nos camarades marocains étaient obligés de quitter la carrière Lampillo sous la menace des parabellums. De même le garage Ruffer était attaqué en pleine nuit à coups de revolver.

Comme réaction, la direction C.G.T. se borrait à téléphoner au Préfet. Le candidat parlementaire Ibanes se rendait au Commissariat.

L'action directe des dockers fut dénoncée comme résultant de la propagande des anarchistes locaux.

Nous ne nous nions pas, car nous croyons indispensables les méthodes révolutionnaires pour arriver à des résultats vérifiables au profit des travailleurs.

Ce n'est pas en restant dans un fauteuil de bureaucratie que nous arracherons quoi que ce soit au patronat.

Le groupe d'Oran.

Le groupe se réunit tous les samedis à 21 h., au café de la Tour d'Avrigne.

Le groupe communiste libertaire de Versailles. — Réunion tous les jeudis, heure et lieu habituels.

Sannois. — Un groupe anarchiste vient de se former et fait appel à tous les copains des environs.

Pour tous renseignements, s'adresser chez le camarade Nicassie, 104, rue d'Erment, à Saint-Germain.

Blanc-Mesnil. — Les camarades sont prévenus qu'ils trouveront le « Libertaire » toutes les semaines chez le dépôsitaire de journaux, avenue de Drancy.

Groupe communiste libertaire de Draveil-Villeneuve. — Réunion tous les mercredis à 20 h. 30, très précises, 102, quai de Clichy.

Groupe communiste libertaire d'Aubervilliers. — Réunion tous les mercredis, à 20 h. 30, au cinéma de la Tour d'Avrigne, 16, rue du Vivier, au Café.

Aulnay-sous-Bois. — Réunion du groupe d'action et d'études Sociales tous les samedis à 21 heures, café de la Tour d'Avrigne, 16, rue d'Avrigne.

Groupe communiste libertaire de Sartrouville. — Tous les dimanches les camarades anarchistes de Sartrouville-Maisons-Laffitte se retrouvent derrière nos amis vendeurs du « Libertaire » et du « Combat Syndicaliste », au marché, à partir de 9 heures, près de la gare. Tout ce qui concerne le groupe doit être adressé à Le Maner, 5, rue Friedland.

Groupe anarchiste de Saint-Ouen. — Réunion tous les vendredis, à 21 heures, au restaurant Fraysse, 101, avenue des Battalions.

Appel à tous les camarades anarchistes, sans distinction de tendance.

Cro